



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



REVUE DE PRESSE SECTORIELLE AGRICULTURE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° septembre 23

Inde

- Les incertitudes de production dues aux effets du changement climatique et d'El nino
- La guerre Russie-Ukraine continue ses ravages sur les prix mondiaux du blé
- L'arrêt des exportations indiennes de riz non-basmati fait grimper le prix du riz basmati
- L'objectif indien de tripler la production laitière ne semble pas réaliste au regard de la situation économique et des disponibilités en alimentation animale
- Les tomates se vendent désormais au prix fort

Pakistan

- Initiative pour un Pakistan Vert
- Comment relancer le secteur du coton ?
- Nouvelle tendance des prêts agricoles
- Actualités des entreprises agricoles

Sri Lanka

- Le gouvernement alloue 200 ha de forêts pour un projet de 400 MUSD de cultivation de la canne à sucre
- La FAO entame le projet RiceUP de formation des agents de vulgarisation du Ministère de l'agriculture sur financement européen de 4 MEUR
- Etablissement d'un département au sein du Ministère des Plantations pour le développement des exportations de produits à base de cannelle
- La sécheresse affecte les cultures de paddy (riz complet)

Bangladesh

- Le Bangladesh devrait importer 6 millions de tonne de blé en 2023-24

Inde

Changement climatique

Les incertitudes de production dues aux effets du changement climatique et d'El nino

Le phénomène El niño, qui est une perturbation climatique qui réchauffe anormalement les eaux de surface de l'océan Pacifique équatorial, ayant des répercussions régionales sur les conditions météorologiques, est actuellement en cours et devrait s'intensifier à l'horizon de l'hiver 2023. Ce phénomène a un impact sur l'intensité des moussons en réduisant les pluies, et donc réduit les rendements agricoles.

En réponse à ces changements climatiques majeurs sur le court et long terme, l'Inde promeut une approche « **Climate Smart Agriculture** ». Elle encourage l'utilisation de pratiques pour accroître la productivité en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, notamment, par la promotion de méthodes d'irrigation efficaces, de diversification des sols et de gestion des cultures, tout en incitant les différents acteurs à collaborer.

Ces stratégies pour une agriculture plus durable sont d'autant plus importantes que les phénomènes climatiques extrêmes, de plus en plus récurrents, impactent grandement la production, et provoquent des hausses des prix. Le prix des tomates par exemple, de 22 roupies au kg au début de l'année 2023, s'établissait à 110 roupies au mois de juillet.

Commerce

La guerre Russie-Ukraine continue ses ravages sur les prix mondiaux du blé

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fortement impacté les cours mondiaux du blé qui restent élevés malgré la baisse constatée depuis le début de l'année 2023. Pourtant parmi les plus grands pays producteurs de blé, l'Inde ne s'est pas positionnée très longtemps en tant que nouvelle puissance exportatrice de blé. En effet, comme l'a indiqué le ministre Indien du commerce Piyush Goyal "L'Inde n'a jamais été un fournisseur de grains pour le monde", le principal de sa production étant dédié à son marché domestique. Depuis les vagues de chaleur importantes du printemps 2022 qui ont fait chuter la production et obliger le gouvernement à déstocker massivement, le gouvernement Modi a mis en place un

ban des exportations de blé afin à la fois de sécuriser l'approvisionnement en blé de sa population mais également de protéger les consommateurs de l'augmentation des prix. Bien que l'Inde ne soit pas un exportateur majeur, elle vendait tout de même du blé au Bangladesh spécialement mais aussi au Sri Lanka, aux Philippines et au Yemen. Du fait du maintien du retrait du blé indien et de la non-reconduction de l'accord Mer-Noire, ces pays continueront de subir de plein fouet les prix élevés du marché mondial.

Commerce

L'arrêt des exportations indiennes de riz non-basmati fait grimper le prix du riz basmati

En prévision de mauvaises récoltes de riz dues à une répartition de précipitations inégale dans les principales zones de production, le gouvernement Modi a mis en place un ban sur les exports de riz non-basmati, dans l'objectif de calmer l'inflation sur cet aliment de base. Cette décision va notablement impacter les pays traditionnellement importateurs du riz indien. En réponse à cette mesure, les acheteurs internationaux se précipitent sur le riz basmati dans la crainte d'un ban de ce dernier. Cette décision protectionniste sur le riz non-basmati fait débat à l'international. Les producteurs locaux quant à eux s'interrogent sur la réalité de la récolte, mais ce n'est que fin septembre qu'ils pourront être fixes.

Production

L'objectif indien de tripler la production laitière ne semble pas réaliste au regard de la situation économique et des disponibilités en alimentation animale

L'Inde est le plus grand producteur de lait au monde, représentant 23 % de la production mondiale. La production laitière du pays a augmenté d'environ 6,2 % pour atteindre 210 millions de tonnes en 2020-21, contre 146,31 millions de tonnes en 2014-15. Selon l'ancien directeur général d'Amul, la production laitière du pays devrait être multipliée par trois pour atteindre 628 millions de tonnes au cours des 25 prochaines années, avec une croissance annuelle moyenne de 4,5 %. Toutefois, des rapports font état d'une baisse de la production cette année, certaines coopératives signalant une diminution de la production laitière d'environ 7 à 8%.

Amul, cependant, a déclaré une baisse de la production laitière de 1 % pour l'année fiscale 23. Le gouvernement a démenti les informations faisant état d'une pénurie de lait dans le pays, mais a évoqué la possibilité d'importer du beurre et du ghee des marchés internationaux.

Selon les experts de l'industrie, la pénurie actuelle de lait en Inde est largement due aux événements qui se sont déroulés depuis la pandémie en 2020-2021. Alors que la consommation privée a augmenté, la demande institutionnelle a chuté d'environ 40 % au cours de l'exercice 2021. En raison de la baisse de la demande, la plupart des laiteries se sont retrouvées avec plus de lait qui a été converti en produits de base (tels que le lait écrémé en poudre), et lorsque ces produits sont arrivés sur le marché, leur prix s'est effondré de 20 à 25 %. En conséquence, la plupart des laiteries privées ont réduit le prix qu'elles payaient aux agriculteurs.

Mais en raison de l'inflation des prix et de la pénurie de fourrage, les agriculteurs ont commencé à réduire les dépenses d'aliments et ont ralenti le renouvellement des animaux, ce qui a entraîné une baisse de la production.

En outre, dans la plupart des régions du pays, le bétail a contracté la dermatose nodulaire. Même si seulement 1 % du bétail a péri, cette maladie très contagieuse a eu un impact considérable sur la productivité laitière en 2021.

Bien que l'offre et la demande puissent se stabiliser et que les épidémies puissent être contrôlées, l'un des plus grands défis pour tripler la production laitière dans les 25 prochaines années résiderait dans la gestion et la disponibilité du fourrage. On estime qu'il y a un déficit de 11,24 %, 23,4 % et 28,9 % respectivement pour le fourrage vert, le fourrage sec et les concentrés dans le pays. L'une des raisons de la pénurie de fourrage sec est la crise du blé de 2022. La canicule et les pluies intempestives avaient affecté la production céréalière et, par conséquent, la production de fourrage. Le changement climatique ne fera qu'aggraver la situation. Une autre raison invoquée est la mécanisation. Les agriculteurs ne peuvent pas obtenir de paille s'ils battent le blé à la machine. En outre, en raison de la diminution des propriétés foncières, les agriculteurs préfèrent désormais cultiver des céréales pour la consommation humaine ou des fruits et légumes. De plus, les terres communales du village, qui étaient utilisées pour le pâturage, ont été fortement empiétées. La production de fourrage vert est également limitée. Le gouvernement est conscient du problème et tente d'y apporter des solutions.

Marché domestique

Les tomates se vendent désormais au prix fort

Depuis le mois de juin, les tomates font les gros titres dans le pays après que leur prix a grimpé jusqu'à 150-200 INR/kg, coûtant plus cher qu'un litre d'essence. Cette situation survient quelques mois après que les agriculteurs de certaines régions ont jeté leur récolte de tomates sur la route en avril, leur prix de vente ayant chuté jusqu'à 1 ou 2 INR par kg. Les prix devraient se stabiliser à partir de la fin du mois d'août.

Cette fluctuation des prix est une caractéristique annuelle de certains produits de base agricoles tels que les oignons et les tomates, qui résulte des écarts entre l'offre et la demande. Les écarts sont cependant amplifiés par les aléas climatiques. En Inde, la tomate est une culture de quatre mois qui commence à produire après 60 jours de semis. Le pic de production se situe entre octobre et avril. Le pays produit près de 22 MT de tomates et en consomme environ 20 MT. Les exportations étant faibles, il ne devrait pas y avoir de choc de prix sur le marché. Cependant, presque chaque année, les prix s'effondrent aux mois de mars et d'avril en raison de l'afflux de tomates sur le marché après la saison des récoltes. Les agriculteurs sont parfois contraints de laisser leur production pourrir dans les champs, car ils ne peuvent même pas couvrir leurs coûts d'intrants et de transport grâce à la vente. Les agriculteurs évitent alors de semer des tomates pendant la mousson en raison de la faiblesse des prix. Pendant les mois d'été, en mai et juin, les prix augmentent car la récolte ralentit et n'est soutenue que par certaines régions du centre et du sud de l'Inde.

Cette année, la récolte du sud a été endommagée par des pluies intempestives et une épidémie de maladies virales, ce qui a entraîné une augmentation massive des prix. Le gouvernement est intervenu en vendant des tomates à des prix réduits par l'intermédiaire de ses agences - la National Agricultural Cooperative Marketing Federation (NAFED) et la National Cooperative Consumers Federation (NCCF).

Selon une coopérative de producteurs agricoles, Sahyadri Farms, cette alternance de détresse des agriculteurs et des clients devrait se poursuivre si l'Inde n'investit pas dans la création d'une chaîne de valeur intégrée, où les agriculteurs produisent en fonction de la demande et convertissent l'excédent en produits transformés. Selon eux, l'infrastructure indienne de transformation des tomates est si faible qu'il est moins cher d'importer de Chine du concentré de tomates de meilleure qualité. Ils demandent ainsi que le gouvernement mette en place des incitations afin d'aider le secteur privé à investir dans la transformation des tomates.

Pakistan

Politique agricole

Initiative pour un Pakistan Vert

Le 10 juillet, M. Shebaz Sharif, le Premier ministre et le Général Syed Asim Munir, le Chef d'Etat major de l'armée ont présenté « l'initiative pour un Pakistan vert ». Il s'agissait de créer les conditions d'une « nouvelle révolution agricole », après celle des années 60 et celle qui s'est déroulée entre 2000 et 2010 (révolution « blanche » dans le secteur du lait).

Un « Conseil spécial de facilitation des investissements » (SFIC) a été constitué afin de mettre en place la « politique pakistanaise de l'investissement » notamment dans le secteur agricole ». Le premier ministre a rappelé les éléments essentiels qui figurent dans la « politique pakistanaise de l'investissement 2023 », mise en œuvre conjointement par le Chef du gouvernement et par le Chef d'Etat major des armées :

- Convergence entre les politiques commerciales, industrielles et monétaires. Les investisseurs étrangers pourront notamment transférer l'intégralité de leurs bénéfices à l'étranger dans leur propre monnaie et bénéficieront d'une protection spéciale. –

- Suppression de l'exigence d'un capital minimum pour les investissements étrangers.

- En matière agricole, les investisseurs étrangers ont le droit de détenir une participation jusqu'à 60 % dans les projets agricoles et de 100 % dans les projets agro-industriels. Le Gouvernement estime que l'ouverture du secteur agricole aux investissements étrangers pourrait être capable d'entraîner de 30 à 50 Mds USD d'IDE au cours des cinq prochaines années.

En complément des mesures en matière d'investissement, le Pakistan a inauguré le Centre d'excellence en matière de gestion des informations foncières qui devrait contribuer à attirer des investissements étrangers dans le secteur agricole.

Le centre d'information et de gestion des terres (Land Information & Management System – Center of Excellence, connu sous l'acronyme LIMS - COE) est ainsi chargé de répertorier et de valoriser les 9 millions d'hectares de terres publiques non cultivées afin notamment d'en consacrer une partie à des investisseurs étrangers intéressés.

Production

Comment relancer le secteur du coton ?

« Agriculture Republic », un think tank sur l'agriculture basé au Pendjab, pense que la reprise de la production de coton au Pakistan ne peut s'envisager que dans le cadre

d'une coopération entre producteurs de coton et industriels du textile.

« Agriculture Republic » appelle :

- à une approche qualitative des utilisateurs pakistanaïsi qui permettra aux agriculteurs de vivre de leur production en plantant des semences de meilleure qualité.

- à une approche sectorielle entre les industriels et les agriculteurs afin de produire le coton dont les industriels ont réellement besoin. Selon « Agriculture Republic », les industriels du textile ont peu contribué au développement de la chaîne de valeur de la culture du coton, en commençant par l'utilisation de semences de meilleure qualité.

- à l'amélioration de la formation des agriculteurs par les provinces.

Economie

Nouvelle tendance pour les prêts au secteur agricole

Après une baisse des crédits privés accordés à l'agriculture de 2011/2012 à 2021/2022, la Banque centrale relève une reprise sectorielle des crédits de +25% en 2022/2023.

Selon la SBP (State Bank of Pakistan – SBP), la part des crédits consacrés aux entreprises agricoles dans le total des prêts accordés aux entreprises du secteur privé est passée de 10 % en 2005/2006 à 5,8 % au cours de l'année budgétaire 2021/2022. Les prêts à l'agriculture avaient plafonné autour de 8 % de 2007/2008 à 2017/2018. En 2019/2020, ils ne représentaient plus que 7% du total des prêts aux entreprises privées, en 2020/2021 et 2021/2022 ils représentaient entre 5,8 et 5,9% du total des prêts. Entre 2011/2012 et 2021/2022, les crédits destinés aux producteurs de coton et de canne à sucre avaient diminué de moitié en termes nominaux. Sur la même période, les prêts destinés aux entreprises spécialisées dans l'élevage de bovins et ovins, de volaille, de l'horticulture, du secteur des fruits et légumes, de la pêche, ont augmenté de 2,4 % en termes nominaux. En revanche, l'encours de crédit destiné aux riziculteurs a triplé entre 2017-2018 et 2021-2022.

Selon la SBP, au cours de l'année 2021/2022, l'encours total des prêts privés au secteur agricole avait été inférieur à 350 Mds PKR (soit 1,3 Md USD). En y ajoutant les prêts publics destinés essentiellement aux petits agriculteurs, 500 Mds PKR (1,7 Md USD) avaient été consacrés aux investissements en 2021/2022. En 2022/2023, selon les mêmes sources, on aurait observé un renversement de tendance : les financements bancaires privés se seraient montés à 437 Mds, en augmentation de +25% par rapport à l'année budgétaire précédente.

Entreprises

Actualités des entreprises agricoles

Succès du premier salon international de l'alimentation et de l'agriculture (FoodAg-2023)

Le premier salon international de l'alimentation et de l'agriculture (FoodAg-2023) organisé par l'Autorité pakistanaise pour le développement du commerce Trade (TDAP) au centre des expositions de Karachi à l'Expo Centre de Karachi, s'est déroulé du 10 au 12 août dernier. Le salon, qui était destiné à présenter l'offre pakistanaise en matière de fruits légumes et industries agro-alimentaires, a attiré 221 sociétés pakistanaises et plus de 600 acheteurs venus de 60 pays différents (dont Amazon, Nico Food, Diamond Star Foodstuff des Emirats arabes unis, Zensho Trading du Japon, la société germano-néerlandaise Makro-Metro, l'Allemand Hello Fresh, Vitana Food et Shana Food d'Iran).

La participation la plus importante est venue de Chine, avec plus de 150 acheteurs. Plus de 5 000 réunions interentreprises aurait permis de conclure des accords commerciaux d'une valeur de 410 M USD.

La filiale agricole de CMEC et Sichuan Litong Food Group annoncent de très bons résultats concernant une société conjointe dans la culture du piment constituée à la fin 2021

Les piments rouges plantés au début de l'année 2022 par « Pakistan Red Chili Ltd », une filiale des sociétés chinoises China Machinery Engineering Corporation (CMEC) et Sichuan Litong Food Group constituée à la fin 2021 dans 4 fermes basées au sud du Pendjab et une ferme au nord du Sindh ont permis de récolter 1500 tonnes de piments rouges (poids sec prêt à la consommation) sur moins de 350 hectares pour une valeur de production de moins de 800 000 USD. Pakistan Red Chili Ltd a créé 2 000 emplois permanents au Pakistan et généré une valeur de production d'environ 770 000 USD.

Syngenta et la filiale agricole du géant chinois CMEC s'associent en matière d'investissements et de services au Pakistan

La filiale pakistanaise de Syngenta, une société suisse de semences, d'herbicides et d'insecticides (détenue par ChinaChem) et la filiale agricole de la société d'ingénierie chinoise CMEC ont annoncé au début juillet qu'elles s'associaient afin de développer des investissements et une offre de services dans l'agriculture.

Il s'agissait pour la nouvelle entité d'investir dans les secteurs du maïs, de la tomate et du sésame mais aussi d'acheter à des fermes indépendantes pakistanaises dans le cadre de projets contractuels (« contract farming ») en rapprochant les petits agriculteurs, en leur proposant des services (semences, pesticides, services agricoles) et en leur associant des professionnels de l'emballage. Il est prévu qu'une partie de ces produits agricoles soient exportés vers le Golfe et vers la Chine.

Sri Lanka

Déforestation

Le gouvernement alloue 200 ha de forêts pour un projet de 400 MUSD de cultivation de la canne à sucre

Le Conseil des ministres a décidé le 26 juin d'allouer 200 ha de forêts dans le district de Vavuniya appartenant au Department of Forestry afin qu'y soient établies, via un investissement de l'entreprise thaïlandaise Sutech Engineering Company, l'usine et les infrastructures liées nécessaires à un projet de cultivation de canne à sucre et de production sucrière qui permettrait de couvrir 20% (120 000 tonnes) des besoins en sucre de Sri Lanka. Par cette décision, le gouvernement sri lankais entend relancer ce projet (Greenfield Sugar Development Project), qui avait fait l'objet en 2019 d'une évaluation d'impact environnementale, et prévoit la cultivation de la canne à sucre sur 30 000 ha au total.

Conseil Développement

La FAO entame le projet RiceUP de formation des agents de vulgarisation du Ministère de l'agriculture sur financement européen de 4 MEUR

La FAO entend remédier aux vulnérabilités des producteurs de paddy (riz complet) après deux saisons de chute de la production (près de -40% en 2022) en formant les *Agriculture Extension Officers* (AEO) du Ministère de l'Agriculture dans quatre districts (Ampara, Badulla, Hambantota et Polonnaruwa) à la gestion intégrée des nutriments. L'introduction par la FAO de la gestion intégrée des nutriments, associée à la fourniture d'engrais uréiques aux petits exploitants dans les districts sélectionnés, est une réponse aux défis auxquels sont confrontés les agriculteurs pour accéder aux engrais essentiels et maintenir la sécurité alimentaire. La formation permettra aux AEO d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour guider les riziculteurs dans la gestion des sols et l'utilisation optimale des engrais organiques et chimiques afin d'améliorer le rendement des cultures tout en réduisant la dépendance à l'égard des produits chimiques. La première session de formation a été lancée le 19 juillet et marque le début d'une série de cinq programmes de formation, visant à former un total de 300 AEO.

Commerce

Etablissement d'un département au sein du Ministère des Plantations pour le développement des exportations de produits à base de cannelle

Sur proposition conjointe du Président et du Ministre des Plantations sri lankais, le Conseil des ministres a approuvé le 14 août l'établissement du Cinnamon Development Department au sein du Ministère des Plantations, chargé de fournir les installations nécessaires à la production et l'exportation de cannelle, l'amélioration de la qualité des produits à base de cannelle, la création de valeur ajoutée, la diversification des produits et le soutien aux cultivateurs, transformateurs et exportateurs de cannelle. Les exportations de cannelle sont en hausse constante depuis quelques années à Sri Lanka et ont rapporté des recettes record de près de 230 MUSD en 2022, celles-ci représentant près de 80% de la production du pays (24 000 tonnes). Les autorités sri lankaises entendent ainsi développer le potentiel de ce produit à l'export, et comptent notamment sur la promotion de l'IGP Cannelle de Ceylan, première indication géographique protégée enregistrée auprès de l'UE par Sri Lanka.

Production

La sécheresse affecte les cultures de paddy (riz complet)

Sri Lanka traverse un épisode de sécheresse qui devrait affecter la récolte de paddy issue de la saison en cours de Yala. D'après des propos datés du 25 août du Ministre de l'Agriculture, près de 75 000 acres de champs de paddy seraient à ce stade détruits (6% de la surface totale cultivée cet été) en raison d'une irrigation insuffisante résultant de l'absence de pluies, de l'assèchement des lacs et réservoirs et de conflits d'usage avec les besoins en eau potable et l'hydroélectricité, un chiffre qui n'a cessé d'augmenter durant les derniers jours. La mise en culture tardive d'une partie des champs de paddy cette année, suite aux difficultés d'approvisionnement en fertilisants, justifie en particulier leur exposition accrue à la sécheresse. Les districts de Kurunegala à l'ouest et d'Udawalawe au sud du pays sont les plus concernés.

Alors que le Ministre de l'Agriculture avait déclaré que les besoins du pays en riz seraient couverts par la production de l'année, il a ainsi évoqué la nécessité de recourir à des importations avant de revenir sur ces propos courant août, en soulignant que d'autres régions ont obtenu de bons niveaux de production. La sécheresse, si elle devait se prolonger, fait néanmoins courir des risques sur le niveau futur des prix alimentaires, et incite à reconstituer des réserves de sécurité, qui seraient actuellement limitées.

Bangladesh

Commerce

Le Bangladesh devrait importer 6 millions de tonne de blé en 2023-24

D'après les prévisions du Département de l'Agriculture américain, les importations de blé vers le Bangladesh devrait atteindre 6 M tonnes sur l'année fiscale 2023-24 (juillet-juin), en hausse par rapport aux 5 M tonnes pour 2022-23, année où les prix élevés et l'approvisionnement plus compliqué ont limité les importations, mais en deçà des 6,3 M tonnes en 2021-22. L'émergence d'une classe moyenne et le changement des habitudes alimentaires poussent la demande tendancielle vers la hausse.

Ce marché représentait 2065 M\$ d'importations en 2021-22, principalement en provenance du voisin indien (1,3Mds\$ pour environ 2,6 millions de tonnes) mais aussi d'autres pays plus éloignés tels que le Canada (274M\$), l'Ukraine (179M\$), l'Australie (158M\$). Tandis que par ailleurs, les exportations de blé français vers le Bangladesh se sont interrompues en 2016 après avoir atteint 33M\$ en 2014-15 et 17M\$ en 2015-16.

Les importations sont réalisées à 85% par le secteur privé (3,45 M tonnes en 2021-22) avec un nombre limité d'acteurs (City Group, Meghna Group of Industries, Bashundhara Group, TK Group, BSM Group, Abul Khair Group, Akij Group pour les plus importants).

Le Gouvernement du Bangladesh importe également du blé pour son propre compte. Les commandes publiques, envisagées à 650.000 tonnes en 2023-24, s'effectuent de deux sortes : des appels d'offres internationaux (150.000t) et des accords intergouvernementaux (450.000t). L'année dernière le Bangladesh avait acheté l'essentiel de son blé via cette deuxième option à la Russie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi
Rédacteurs : P. LEMOIGNIC, M. DAGAR, M. TRAN,
L. CHOPITON, L. BOYER, J.A. EGEA, D. ERDREICH, J. DEUR
Revu par : Benoît GAUTHIER

Pour s'abonner : moulshree.dagar@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©DG Trésor